

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 203 - VENDREDI 31 JANVIER 2014

LA CANAILLE DU FAUBOURG

La culture a toujours fait mauvais genre
chez les obscurantistes.
Et pourtant : elle tourne !

AGENDA MILITANT

→ 1^{er} février

Paris... [Non à la régression
des droits des femmes](#)

→ 3 février

Paris [Rencontre avec Alexis Tsipras](#)

→ 6 février

France [Rassembler contre le libéralisme - pour
une alternative](#)

Montluçon [Délégation ou pouvoirs des citoyens
et salariés ?](#)

Rennes [Fiscalité, coût du capital, et
redistribution ou appropriation ?](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Initiatives

[Pour une offensive solidaire
contre la droite extrême](#)

→ À voir

[Expoz'un jour
Le communisme chemine](#)

→ Humour, humeurs

[Cavanna](#)

Tunisie : la Révolution démocratique avance, les théocrates ultralibéraux reculent

Avec le vote de la Constitution, une étape importante a été franchie par la révolution démocratique tunisienne. Le choix de l'élection d'une assemblée constituante, imposé par les jeunes révolutionnaires rassemblés dans le sit-in de la place de la Kasbah (connu comme Kasbah 2), a été juste. Ce n'est pas la meilleure Constitution du monde, mais elle reflète un compromis viable parce qu'honnête, axé sur une Tunisie de progrès qui tourne le dos aux projets réactionnaires et liberticides des tenants d'un État religieux rétrograde et fasciste.

Des articles peuvent paraître contradictoires entre eux ou parfois en leur sein comme l'article 6 où se côtoient la liberté de croyance et la protection du sacré : « *L'État est gardien de la religion. Il garantit la liberté de croyance et de conscience et le libre exercice du culte. Il est le protecteur du sacré, garant de la neutralité des mosquées et lieux de culte par rapport à toute instrumentalisation partisane. L'État s'engage à diffuser les valeurs de modération et de tolérance, à protéger les sacrés de toute violation, à proscrire l'accusation d'apostasie et l'incitation à la haine et à la violence et à s'y opposer.* » En consacrant par ailleurs l'égalité femme/homme, la Constitution sort du sacré ; il faut maintenant que le texte en soit appliqué au quotidien.

Les régions défavorisées, berceau de la Révolution, feront désormais l'objet d'une discrimination positive, c'était une forte revendication qui a été satisfaite.

Ce vote pourra être une lumière d'espoir pour les autres peuples arabes qui se sont engagés dans ce processus de révolutions démocratiques. Un seul regret : les binationaux - c'est mon cas - ne peuvent être candidat à la présidence de la République, sauf à renoncer à leur nationalité, ce qui n'est pas concevable car c'est une question personnelle qui ne regarde pas les censeurs nationalistes. De même la religion du Président, l'islam, est une discontinuité citoyenne et contradictoire avec l'article 6 précité. Ce sont les contenus des prochaines batailles, décriés par les religieux, qui ne manqueront pas d'être menées par la société civile tunisienne, véritable fer de lance de cette contre offensive citoyenne.



● Tarek Ben Hiba

Président de la Fédération des Tunisiens
pour une citoyenneté des deux rives

Le "travail de résistances" de Nanterre

Alors que la droite rêve depuis des lustres de conquérir la ville-préfecture des Hauts-de-Seine, Nanterre (90 000 habitants) résiste. Gérard Perreau-Bezouille, premier adjoint au maire de la ville, présente les enjeux et les partis-pris d'une démarche citoyenne ouverte d'élaboration d'un projet de territoire.



La ville est territoire d'émancipation et de transformation sociale, pas une simple marche de conquête pour les appareils politiques. L'échelon local offre de réelles opportunités de mettre en œuvre des politiques en rupture avec le modèle dominant, de travailler à changer le quotidien des habitants de ces territoires. C'est l'ambition que les équipes municipales successives ont, depuis de nombreuses années, à Nanterre.

Le programme est élaboré à partir de dix ateliers citoyens thématiques tenus au dernier trimestre 2013 et avec un travail de toutes les composantes de l'équipe sortante (PS, EELV, Communistes et d'Initiative citoyenne, MRC).

Pour gagner les élections puis, ensuite, assurer un pilotage cohérent, la ville, que nous voulons être "Nanterre pour tous"¹ a aussi besoin d'une équipe. Un accord a été finalisé avec ces mêmes composantes début janvier.

Aujourd'hui, les façons de s'engager, les luttes et actions menées sont pleinement plurielles tant par leurs acteurs et leurs formes que par leurs objectifs. Nanterre, comme nombre d'autres villes de banlieues, a une longue tradition militante. Les mobilisations populaires sur des thèmes en apparence locaux mais en fait de portée bien plus large contribuent à l'appropriation par les habitants des questions politiques, à ce qu'ils

s'emparent de la chose publique et à construire l'identité de la ville.

Avec la mobilisation pour la défense de l'hôpital de Nanterre, c'est le droit à la santé et la question de la place des services publics que nous posons. Avec celle contre la simple extension de La Défense sur le territoire de Nanterre, c'est celle du visage de la métropole en cours d'élaboration. Avec celle sur les gares se pose le droit à la mobilité, à la centralité pour tous...

Avec le forum des droits, le forum contre les discriminations, avec "quartiers populaires et politiques", Gauche citoyenne² a participé à ces mobilisations, et à ce travail d'éducation populaire, mais la visée et

1. <http://www.nanterrepourtous.fr/>

2. Sites de 2 des composantes du groupe municipal "Communiste et d'Initiative citoyenne" (CIC) : <http://www.gauchecitoyenne.fr/> - <http://www.pcf-nanterre.fr/>



●●● le rassemblement vont très largement au-delà : la réélection de Jacqueline Fraysse comme députée, a été une étape déterminante.

Dans ce contexte difficile pour la gauche non socialiste, le résultat est remarquable à Nanterre. Nous n'avons

pas seulement résisté, nous avons nettement progressé par rapport à toutes les élections législatives depuis ●●●

Une action municipale validée

Nous sommes sortis renforcés de la longue séquence électorale qui s'est achevée le 17 juin 2012 ; c'était un véritable premier tour pour les municipales.

Le résultat obtenu par Jacqueline Fraysse doit être évalué dans un contexte général très défavorable. Plusieurs éléments à prendre en compte :

- l'élection de François Hollande et l'appel à lui donner une majorité parlementaire constituaient un aspirateur de voix pour les candidats socialistes,
- contrairement à certaines prévisions, la "vague rose" a bien eu lieu ; amplifiée en Ile-de-France, elle a principalement submergé les autres forces de gauche.
- La moitié des députés sortants du Front de gauche ont été battus, dont 5 en Ile-de-France (2 sur 3 dans les Hauts-de-Seine, 2 sur 4 en Seine-Saint-Denis, 1 dans le Val-de-Marne)

La solidarité au cœur d'un projet participatif



L'appel de Jacqueline Fraysse, députée des Hauts-de-Seine : « Éluë depuis plus de 30 ans, je suis très attachée à notre ville, je suis très attentive à son destin. J'ai proposé de figurer en fin de liste pour que des jeunes accèdent à des postes de responsabilité dans la prochaine équipe municipale ; je me consacrerai ainsi à mon mandat de députée.

Continuer l'embellissement de tous les quartiers, poursuivre l'ouverture de la ville dans l'Ouest parisien concrétisée en 2000 par la mise en place de l'E.P.A. Seine Arche que j'ai présidé et qui a permis la réalisation des terrasses, développer les services au bénéfice de tous, mais aussi garder la diversité sociale et culturelle de Nanterre à deux pas de la Défense, avec la solidarité au cœur pour respecter chacun et n'abandonner personne, voilà autant d'axes de travail auxquels je tiens.

Le maire et les élus qui l'entourent ont poursuivi sur cette voie, je m'en félicite comme d'avoir pu contribuer à ce que la prochaine équipe garde les qualités, que j'avais initiées, de diversité et d'ouverture au-delà des clivages partisans et des origines de chacun. C'est essentiel pour permettre la participation active des citoyens et leur rassemblement sur un projet partagé. Je suis donc optimiste pour Nanterre et vous invite à soutenir notre liste de large rassemblement. »



●●● 1981. Ainsi, pour ne prendre que la comparaison par rapport à 2007, la progression de Jacqueline Fraysse au premier tour est de 5,1 %.

Dans toutes les circonscriptions où il y avait un député sortant Front de gauche, un défi énorme était à relever : retrouver la totalité des voix Mélenchon du 1^{er} tour de l'élection présidentielle, et faire basculer une partie importante de l'électorat de François Hollande. À Nanterre, nous avons atteint cet objectif dans des proportions très élevées avec un gain de 3 000 voix et de 21 % sur le 1^{er} tour de l'élection présidentielle.

Comment expliquer ce résultat ? Il n'y a pas une raison mais plusieurs :

- la qualité et la crédibilité de notre candidate
- l'adhésion de l'électorat de gauche à l'action municipale (le vote confirme le sondage réalisé pour le bilan à mi-mandat)
- le contenu de notre campagne fondé sur une volonté de réussir le changement : "Pour que la gauche réussisse"
- des propositions fortes arrimées à une pratique locale (mobilisations

sur l'hôpital, La Défense, le métro à la Boule, le logement, l'école, etc.)

- une volonté de rassembler largement les citoyens bien au-delà de ceux qui avaient voté Mélenchon (appels de soutien reflétant bien cet élargissement dès le début de la campagne).

Si la vague socialiste a été neutralisée à Nanterre, c'est avant tout parce que notre candidate est apparue comme la plus crédible pour incarner le changement. Cette victoire joue un rôle majeur dans la séquence actuelle, elle positionne très favorablement le maire et son groupe.

Un paradoxe entre utopie et gestion

La campagne des élections législatives a mis en évidence des divergences d'approche au sein du groupe "Communistes et d'Initiative Citoyenne" (CIC)² et plus largement parmi ceux qui avaient soutenu Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle.

Dès le début de la campagne, deux lignes politiques sont apparues. L'une s'attachait à défendre une continuité avec l'élection présidentielle, à vouloir capitaliser autour

de la dynamique qui s'était créée dans la campagne de Jean-Luc Mélenchon, à mettre en avant une identité "Front de gauche" très forte, dans le cadre d'une vision essentiellement "centralisée" des batailles politiques. L'autre orientation de campagne - celle qui a été choisie et mise en œuvre car elle correspond au mouvement réel - a suscité parfois des réactions très virulentes, elle s'est surtout attachée à mettre en avant le contenu des propositions en leur donnant sens localement, la crédibilité de notre candidate, la diversité des soutiens, avec l'objectif de rassembler très largement l'électorat de gauche, et ainsi de travailler à la fédération des énergies, de contribuer au rapport de force plus global.

Il est important d'insister sur le fait qu'à aucun moment, sur aucun sujet, nous n'avons transigé avec le contenu de notre projet de transformation de la société. Par contre, et délibérément, nous avons considéré qu'une mise en avant unique de l'identité Front de gauche ne correspondait pas à la diversité de l'électorat de gauche qu'il nous fallait rassembler. Ce choix, qui a été validé par le suffrage universel, ●●●

2. Sites de 2 des composantes du groupe municipal "Communiste et d'Initiative citoyenne" (CIC) : <http://www.gauchecitoyenne.fr/> - <http://www.pcf-nanterre.fr/>

**Nanterre pour tous
a besoin de vous !**

**Apportez votre pierre à la construction
collective d'une ville solidaire et dynamique.
Participez au forum du 31 janvier !**

DÉBAT + TÉMOIGNAGES + VIDÉOS + SLAM + GRAFF + ECHANGES

Une soirée à l'image de Nanterre :
**libre, dynamique, multiple,
diverse, inventive, constructive**

>>> Découvrez le projet municipal qui s'est construit
dans un dialogue avec les habitants et de nombreux acteurs
de la vie locale.

4 priorités en débat

L'emploi au cœur des solidarités
Pour la réussite des enfants et des jeunes
Oui, le droit au logement pour tous
Vivre ensemble en sécurité

Extrait de l'invitation au Forum du 31/01/2014.

●●● ne diminue en rien la portée du résultat obtenu par Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle.

Ces deux lignes continuent de coexister au sein de notre groupe CIC. Nous continuons ensemble bien sûr, car ce ne peut être que la pratique, le réel, qui tranche et qui tranchera.

À cela s'ajoute le débat, majeur, sur la construction d'une majorité dans laquelle, depuis plusieurs mandats, une place importante est accordée au Parti socialiste. Nous sommes en désaccord profond avec celui-ci, qui, par les décisions qu'il prend au sommet de l'État et au sein de l'Union européenne, donne toujours plus de gages au capital, ne cesse de réduire les capacités d'actions des collectivités, nous impose une politique d'allègement fiscaux pour les entreprises et en même temps de réduction des services publics locaux et de la dépense publique en général, une politique clairement d'inspiration néo-libérale. Nous sommes là en plein dans le paradoxe que nous gérons au quotidien, entre utopie et gestion.

"Travailler les résistances"

Pour les municipales de mars 2014, le niveau des exigences auquel nous devons faire face monte. L'élection de Patrick Jarry à la présidence de l'EPA-DESA³ est une bonne chose pour Nanterre, même si elle ne s'appuie pas, comme en 2000 pour l'EPASA, sur un contenu négocié ; mais chacun doit mesurer les nouvelles responsabilités, les questions politiques et d'organisation que cela pose. D'autre part, la récente loi créant la métropole de Paris est un enjeu majeur : la question est structurante (compétences, finances), elle pèse fortement sur l'avenir de Nanterre, sur sa capacité à agir, sa place dans la métropole, la nature de celle-ci ; et les groupes de la majorité ne partagent pas la même analyse. Un nouveau conseil est créé au sein duquel se pose la question de la représentation de Nanterre au suffrage indirect. Le bipartisme dans les institutions continue d'avancer. Tout cela est sans commune mesure avec les vicissitudes de notre expérience d'intercommunalité. Et j'ajoute la loi sur le non-cumul des mandats...

Il s'agit donc de maintenir tous les équilibres, de travailler à une liste qui prenne bien en compte ce que Nanterre est devenue, de poursuivre les transformations en cours dans le cadre d'un programme élaboré de manière citoyenne, de permettre à chacun de trouver et prendre toute sa place dans sa ville. La réussite des dix "ateliers-citoyens", autour de notre thème de campagne "Nanterre pour tous" va dans ce sens.

Car, dans la continuité du travail mené par les équipes successives animées par Jacqueline Fraysse puis aujourd'hui Patrick Jarry, "Nanterre pour tous" c'est :

- un Nanterre solidaire
- un Nanterre pluriel (et non un "bastion")
- un Nanterre métissé, fort de ses diverses diversités (et non pas seulement une "ville ouvrière")
- un Nanterre qui s'appuie sur sa jeunesse
- un Nanterre participatif où les différentes initiatives produisent un sens commun
- un Nanterre où le projet sportif ●●●

³ Établissement public d'aménagement de la Défense Seine Arche



Extrait de l'invitation au Forum du 31/01/2014.

●●● local donne toutes ses dimensions au fantastique parcours de notre équipe de basket - un Nanterre culturel, dans une ambition renouvelée où création rime avec participation.

Deux points importants pour terminer : le dessein écologiste et les aspects financiers. Nanterre doit travailler la transition écologique et donc réinventer son fonctionnement et son aménagement. Le cadre financier et fiscal (réforme de la

taxe professionnelle, transfert intercommunalité, modalités de la péréquation...) a été profondément modifié, il est injustement contraignant. Nous avons réagi, imposé un pacte financier à la Communauté d'agglomération du Mont-Valérien (CAMV), animé des luttes, obtenu un premier recul sur le Fond de solidarité des communes de la région Île de France (FSRIF). Il faut bien sûr continuer d'exiger de l'État, des autres collectivités territoriales, les moyens qui nous sont dus. Il faut aussi prendre en compte, en

liaison avec les mutations de la société, que le modèle de développement (populations à faible revenu, produits fiscaux sur les entreprises conséquents) propre à quelques villes en région parisienne est cassé.

Ce qui compte c'est de "travailler les résistances".

● **Gérard Perreau-Bézouille** 

Les résultats obtenus aux législatives traduisent la diversité réunie autour de J. Fraysse, et pas simplement la tradition du vote pour le PCF. Lors des municipales les "diverses diversités" se retrouvent, sur la liste d'union bien sûr mais aussi au sein d'un groupe "Communistes et d'initiative citoyenne" porteur de la pluralité des parcours, des expériences, des origines, incorporant des acteurs de la ville venus de nouveaux rivages, autres que les partis politiques traditionnels.

Présidentielles 2007			Législatives 2007			Présidentielles 2012			Législatives 2012		
Inscrits	42103	%		42 631	%	44 307	%		44 344	%	
Exprimés	35498			23 596		33 218			22 961		
Buffet	1 635	4,61	Fraysse	8 192	34,72	Mélenchon	6 166	18,56	Fraysse	9 144	39,82
Besancenot	1 546	4,36				Poutou	334	1,01			
Bové	578	1,63									
Royal	12 771	35,98	Meyer (PS)	3 383	14,34	Hollande	13 340	40,16	Djaziri (PS)	5 036	21,93

Le tournant

Toute la presse le dit : François Hollande a tourné ! On retrouve Hollande et son tournant, dans *Les Échos*, *Marianne*, *L'Express*, *Le Figaro*, *Le Journal du Dimanche*, *Libération*, sur *France Info*, *France 24*, *France Inter*, *Europe 1* et beaucoup d'autres et... dans *L'Humanité*.

Comment ne pas penser qu'il y a là un inattendu de la trajectoire de François Hollande ? La trajectoire du Président n'est pas dans son programme électoral mais davantage dans ce qui s'accélère au moment de l'élection. Qu'est-ce donc qui s'accélérait ?

Entre les deux tours de l'élection, c'est Mme Parisot qui s'y colle. Le journal *Le Monde* du 17 avril 2012, rapporte que la présidente du Medef d'alors, décerne un satisfecit à l'ancien comme au prochain Président, mais précise : « *Nous sommes prêts à travailler avec le prochain gouvernement quel qu'il soit.* » Cool, ça ira bien de toute façon ! Probablement savait-elle l'assurance donnée par François Hollande au *Guardian* de Londres déclarant : « *Aujourd'hui il n'y a pas de communiste en France... La gauche a gouverné pendant 15 ans pendant lesquelles elle a libéralisé l'économie et ouvert le marché à la finance et à la privatisation. Il n'y a pas de crainte à avoir.* » Pierre Laurent lui-même n'aura pas de crainte et le dira en marge de la manifestation contre la TVA sociale : « *Ça m'a fait sourire tellement c'était ridicule comme déclaration.* » Deux jours plus tard le PCF déclarait l'incident clos.

Et c'est probablement sans inquiétude aucune que le Parti socialiste donne alors à savoir qu'il a désormais les moyens d'une politique libérale. L'agence Reuters dans sa dépêche du 18 avril recueille l'information. Elle cite, sans le nommer, un PDG sympathisant socialiste, fin connaisseur du milieu patronal : « *...au sein du CAC 40, je crois qu'il n'y a eu en 2007 qu'un seul patron qui a voté à gauche. Aujourd'hui, je dirais qu'on est dans un rapport un tiers pour la gauche deux tiers pour la droite (...). Les entreprises nouent des relations directes avec les socialistes) c'est un fait nouveau.* »

Tout à son euphorie du fait nouveau, Michel Sapin, alors chargé du projet présidentiel, se confie : « *Je n'ai jamais vu autant de chefs d'entreprises et de banquiers, même quand j'étais ministre de l'économie et des finances, que depuis trois mois.* »

Le fait est, ça s'est accéléré.

Reuters livre qu'André Martinez, ancien dirigeant du groupe Accor conseille le présidentiable, qui s'entoure d'hommes-clé : Jean-Pierre Jouyet, président de l'autorité des marchés financiers (AMF), et Emmanuel Macron, associé gérant à la banque Rothschild.

Reuters livre aussi la kyrielle des appuis sérieux :

Anne Lauvergeon, ex patronne d'Areva,
Paul Hermelin, PDG de Capgemini
Jean Cyril Spinetta, PDG d'Air France KLM
Gérard Mestrallet, PDG de GDF SUEZ
François Villeroy de Galhau, directeur général délégué de BNP Paribas
Stéphane Fouks, coprésident d'euroRSCG Worldwide

Stéphane Boujenah, patron de la banque Santander pour la France et le Benelux
Mathieu Pigasse, directeur général délégué de la banque Lazard en France et copropriétaire du journal *Le Monde*
Pierre Bergé, autre copropriétaire du *Monde*
Xavier Niel, PDG d'Iliad maison mère de free
Christophe de Margerie, PDG de Total
Henri de Castries, préside d'Axa
Jean-Bernard Lévy, PDG de Vivendi.

Tournant ? Que la presse au service fasse du tournant à droite la preuve qu'on vient de gauche soit. Mais pour d'autres, on se dit qu'il n'est pire aveugle... que celui qui fait durer la cécité des assoiffés de changement.



● Catherine Destom-Bottin





Austérité généralisée, crise économique, climat d'impuissance collective... où l'Union européenne emmène-t-elle les peuples qui la composent ? Révolution démocratique et nouvelle espérance commune sont à l'ordre du jour. Parce que des colibris peuvent faire le printemps, *Cerises* s'envole-tous les quinze jours dans un pays européen.

Aujourd'hui : le Royaume-Uni.



Le tour de Londres

Être ou ne pas être dans l'Europe, telle est la question shakespearienne que se posent désormais les Britanniques. Elle est au cœur du débat politique outre Manche, depuis que le 1^{er} Ministre conservateur David Cameron a promis d'organiser en 2015 un référendum pour ou contre la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Quelle mouche a piqué le locataire du 10 *Downing Street* ? La pression de plus d'un tiers des députés conservateurs favorables à cette option. Mais aussi celle l'*UKIP* (Parti pour l'indépendance du Royaume), derrière lequel les conservateurs courent, et qui milite pour le retrait du pays de l'Union européenne, en ajoutant à sa barque le rejet des immigrés polonais, bulgares, roumains...

Un sondage, publié par le *Guardian* fin 2011, indiquait que 70 % des électeurs britanniques souhaitaient un référendum sur l'appartenance de leur pays à l'UE. Dans la balance gouvernementale, il a valu son pesant de thé. Il indiquait également que 49 % des électeurs se prononceraient pour la sortie de leur pays de l'UE. Une autre enquête d'opinion, publiée en novembre 2012 par *The Observer*, pro-européen, faisait monter ce chiffre à 56 %. Ajoutez au menu le fort taux d'abstention britannique aux européennes de 2009, un possible référendum sur l'indépendance de l'Écosse... et vous aurez, en le mangeant, la preuve que le pudding existe, selon un énigmatique proverbe anglais cité par Engels¹.

Le Royaume-Uni est membre spécial de l'UE depuis le traité de Maastricht (1992). Historiquement, les Britanniques se sont régulièrement tenus en retrait de celle-ci, que ce soit en matière de justice, de police ou dans le domaine social. Ils ne sont pas non plus associés à l'Union bancaire créée dans la zone euro fin 2012. Que veulent donc les "dirigeants" britanniques ? Que l'UE soit « une zone de libre-échange, sans politiques communes, une Europe des nations, méfiante à l'égard de tout fédéralisme et de toute tendance supranationale, une Europe enfin qui réserve (au Royaume-Uni) un traitement spécifique », résumant Jean-Michel Gaillard et Anthony Rowley².

En ce sens Cameron est dans la même ligne que ses prédécesseurs, conservateurs (Margaret Thatcher, John Major) ou travaillistes (Tony Blair, Gordon Brown). Major, pour ne citer que lui, avait obtenu en son temps une dérogation, l'*opt-out*, permettant au Royaume-Uni de garder la livre sterling, qu'elle soit anglaise ou écossaise... Cela n'a pas empêché la *City* de Londres de devenir la place financière de l'euro. La crise financière et politique de la zone euro, associée à celle de plusieurs États européens, endettés par l'entremise des banques, n'a fait que conforter les Britanniques dans leur choix. Bref, l'Union à la carte est vécue comme une garantie de ne pas aggraver la situation économique et sociale. Le chômage, quant à lui, baisse



(7,1 %, le plus bas niveau depuis 2008), mais l'emploi se dégrade (petits boulots, précarité...)

David Cameron, s'il répète à l'envi que « *l'intérêt national du Royaume-Uni est d'être dans l'Union européenne* », ajoute aussitôt qu'il est aussi « *d'aider à déterminer les règles qui régissent le marché unique, notre plus gros marché pour les exportations puisqu'il en absorbe 50 %. Ce n'est pas un argument abstrait, théorique, cela importe pour des millions d'emplois.* »

La sévère cure d'austérité mise en œuvre par le gouvernement Cameron, comme partout en Europe, explique aussi en partie sa position de renégociation des liens du royaume avec l'UE. Les coupes budgétaires prévues d'ici à 2016 dans les ministères et les services publics s'élèvent à 120 milliards. Des droits sociaux ont été gelés ou supprimés. « *Je veux voir une rigueur et une discipline similaires dans l'Union européenne* », a plaidé le Premier ministre conservateur devant les patrons. Chose nouvelle : la fameuse croissance a repris (2 % en 2013, soit mieux que la prévision officielle de 1,4 %). L'activisme de la Banque d'Angleterre, qui a injecté des liquidités massives dans le système financier, a induit un redémarrage de la consommation (comme quoi...), mais aussi de la bulle immobilière.

Contrairement à une idée reçue, les Britanniques ne sont pas si flegmatiques.

¹ *Socialisme utopique et socialisme scientifique* (1880).

² *Histoire du continent européen 1850-2000* – Éd. du Seuil (1998 – rééd. 2001).



Manifestation contre l'austérité, Londres, octobre 2012.

Ils savent manifester, et pas seulement contre les guerres ou l'alignement de leur pays sur les États-Unis. En octobre 2012, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour dire non à la politique d'austérité d'un gouvernement, déterminé, malgré son impopularité, à poursuivre sa politique de réduction des déficits. Pompiers, infirmières, enseignants, jeunes précaires ou sans-emploi, militants ou représentants de l'opposition, ont défilé à Londres, Glasgow (Écosse), Belfast (Irlande du Nord). Avec pour mots d'ordre : "Non aux coupes budgétaires" ou "L'austérité est un échec. Le secrétaire général de la confédération syndicale TUC, Brendan Barber, s'était alors félicité de cette mobilisation, bien qu'elle n'ait pas atteint l'ampleur de celle de mars 2011 (entre 250 000 et 500 000 personnes à l'époque). Prenant la parole à Hyde Park, le travailliste Ed Miliband

avait accusé David Cameron de « faire des coupes trop importantes et trop rapides », en admettant que le Labour aurait « aussi des arbitrages difficiles à faire » quand il reviendrait au pouvoir. Selon *Le Monde*, citant l'AFP, cette partie de discours avait été sifflée par une partie des manifestants, qui avaient en revanche applaudi quand un responsable syndical avait appelé à l'organisation d'une grève générale de 24 h...

En attendant, la sortie éventuelle du Royaume-Uni inquiète les banques et la finance de marché. Peur de faire moins d'affaires. En 1914, la City préférait la paix à la guerre. Cent ans après, elle défend toujours les intérêts du capital. *Business is business.*



● Philippe Stierlin

Syndicats-Parti : un modèle ni latin, ni bolchevique, ni allemand.



Le Trades Union Congress, ou Congrès des syndicats, est l'organisation fédératrice des syndicats britanniques (71 membres - 7 millions d'adhérents).

La forme d'organisation des travailleurs anglais a d'abord été le syndicat. En 1900, les syndicats britanniques fondent un Comité pour la représentation du travail pour avoir un interlocuteur dans le système politique. Le Parti travailliste (*Labour*) est alors créé en 1906. Un pouvoir des syndicats sur le *Labour* s'établit : le parti représente le monde du travail, mais doit acquérir une légitimité par le suffrage universel au Parlement. Ce mode de relations structure en partie la vie politique. En 1977, sur 6 500 000 voix représentées à la conférence du *Labour*, 5 800 000 proviennent des *Trade Unions*. En 1981, l'élection du leader (et Premier ministre virtuel) est confiée à un collège électoral où les syndicats pèsent pour 40 % des voix.

En 1970 et 1979, le *Labour* quitte le pouvoir après une crise aiguë avec les syndicats. Ses relations privilégiées ne sont plus une assurance. Acceptation du marché, rigueur salariale face à l'inflation, diminution des dépenses sociales au nom de la croissance : entre parti et syndicats, la différenciation fonctionnelle se creuse. Si des liens avec le parti sont réactivés, c'est pour s'opposer à des conservateurs qui veulent affaiblir le syndicalisme. Par ailleurs, la syndicalisation dans le tertiaire augmente, au détriment des fédérations historiques, plus contestataires.

Royaume-Uni - élections européennes - 2009

Taux d'abstention : 59,4 %

Non-inscrits & extrême-droite	ECR Conservateurs et réformateurs européens	S & D Socialistes et Démocrates	ADLE Démocrates et Libéraux pour l'Europe	Verts-ALE	GUE/NGL Gauche unitaire européenne Gauche verte nordique
Parti pour l'indépendance du Royaume (UKIP) : 16,6 % British National Party (BNP) : 6,3 %	Conservateurs (<i>Tories</i>) & Parti unioniste d'Ulster : 27,9 %	Parti travailliste (<i>Labour</i>) : 15,8 %	Libéraux (<i>Lib Dems</i>) : 13,8 %	Parti Vert de l'Angleterre et du Pays de Galles (GPEW) : 8,1 % Parti national écossais (SNP) : 2,1 % Plaid Cymru (Parti du Pays de Galles) : 0,8 %	<i>Sinn Féin</i> : 0,8 % (25,8 % sur la circonscription d'Irlande du Nord soit 1 député)

Enraciné dans l'histoire, résolument tourné vers l'avenir

L'Association des communistes unitaires est en deuil. C'est un compagnon d'idées, de luttes, un ami qui nous a quittés, en la personne de Michel Bentolila. À notre amie et camarade Jacqueline Rouillon, sa compagne, à sa famille, nous voulons dire toute notre amitié fidèle, exprimée ici par un militant audonnien.



Michel était un communiste unitaire et membre de la FASE de la première heure. Longtemps chauffeur-livreur, à Saint-Ouen, Michel a eu des responsabilités à la CGT¹ et au PCF, avant de quitter ce parti non pour renier le communisme, mais pour y travailler dans un autre cadre, plus novateur et vivifiant à ses yeux. Il a également œuvré au rassemblement de la gauche de transformation sociale à Saint-Ouen, avec la construction d'un Front de gauche largement ouvert aux citoyens et dynamique.

Il a été d'un apport essentiel dans la stratégie novatrice mise en œuvre pour les municipales et pour la suite qui, là encore, a permis l'implication politique de nombreux citoyens dans la co-élaboration d'un projet pour la ville et dans l'appropriation populaire de la politique².

Élu à Saint-Ouen de 1983 à 2008, il a été un adjoint au maire à l'urbanisme qui a profondément marqué la ville. Il a contribué à sa transformation, au déve-

loppement de la construction de logements et notamment de logements sociaux de qualité, à la résorption de l'habitat insalubre, au renouveau de la ville et à son embellissement (notamment avec l'implantation d'œuvres d'arts dans l'espace public, payées par les promoteurs immobiliers³, à la reconquête des friches urbaines. Il a joué un rôle décisif dans les novations politiques de Saint-Ouen en matière de lutte contre la spéculation immobilière².

Michel s'était également beaucoup investi dans l'association culturelle et citoyenne Amarrage⁴.

Curieux, critique, créatif, courageux et déterminé, il avait à la fois un caractère bien trempé et une personnalité attachante.

Il nous laisse un riche héritage et nous continuerons le combat en ce sens. C'est le meilleur hommage que nous puissions lui rendre.

Nous pensons très fort à sa famille, notamment à son épouse, notre camarade et amie Jacqueline Rouillon, maire et conseillère générale de Saint-Ouen, tête de liste pour les prochaines élections municipales.



● **Bruno Bessière**

Plusieurs centaines de personnes ont participé à l'hommage public rendu à M. Bentolila jeudi 30 janvier à Saint-Ouen.

1. Voir journal télévisé d'Antenne 2 du 25/05/1982 sur [les luttes à Citroën](#).

2. Voir [Cerises](#) n°195, 22/11/2013 : "Pour une construction citoyenne de la ville" - "Expérimenter pour et avec les Audonnien-ne-s".

3. Présentation sur le [site de la ville](#).

4. Plus sur le [site d'Amarrage](#).

Image de la semaine

“Les pensées sont libres”

De gauche à droite : Martin Luther King, Pete Seeger, Charis Horton, Rosa Parks, et Ralph Abernathy en 1957.



À 94 ans, Pete Seeger, chanteur militant en faveur des droits des Noirs, des ouvriers ou encore de la cause écologique, a posé son banjo. Contre toutes les censures et les poursuites, ses paroles, portées par les notes du folk, ont franchi les interdits et les frontières. Une minute de silence, ou de cette musique populaire américaine dont il a été l'un des pionniers avec son ami Woody Guthrie.

● **Manipulation.** Enseignement de la théorie du genre au collège, cours de masturbation à l'école maternelle... lorsque l'extrême droite n'enfourche pas des chevaux de bataille traditionnels, elle crée de toutes pièces des « *graves problèmes de société* » et en appelle à l'action citoyenne. Pour partie, ça marche, plusieurs centaines de parents auraient fait sécher des cours à leurs enfants ces dernières semaines. Reste que les parents de bonne foi font ainsi l'expérience d'une manipulation que les réseaux sociaux (bien mieux que la presse) permettent de démasquer. Si la vigilance devenait systématique, l'arroseur pourrait bientôt être l'arrosé.

● **Mobilisations.** Les lecteurs de *Cerises* le savent, la CGT, la FSU, l'UNSA et la CFDT ont annoncé une mobilisation sur l'emploi et le pouvoir d'achat le 6 février. Les personnels des collectivités territoriales d'Île-de-France sont appelés à y participer aussi, face au Grand Paris, pour « *défendre des services publics de proximité répondant aux besoins* ». Par ailleurs, Force ouvrière a annoncé l'organisation le 18 mars de manifestations contre le “pacte de responsabilité”. Pour le moment, on peut se poser la question : les directions syndicales s'apprêtent-elles à tenter de mobiliser ou se contentent-elles d'en donner l'impression ?

● **Europe austéritaire.** Le 28 janvier, la Confédération européenne des syndicats a publié un rapport accablant sur les activités de la Troïka, cette instance comprenant la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international, chargée de favoriser la mise en œuvre des politiques austéritaires dans les pays de l'UE en difficulté.

Le document montre, pays par pays, à la fois l'ampleur des reculs sociaux et l'incapacité des politiques économiques à maîtriser l'augmentation de la dette publique. Lire le résumé (en français) et le rapport (en anglais) ici : <http://www.etuc.org/a/11967>

● **Dynamique de l'alternative.** Dans plusieurs villes, des militants du Front de Gauche, des citoyens et des membres d'EELV se rejoignent pour les municipales de mars 2014 et redonnent souffle à une perspective politique d'alternative sur leur territoire. Ainsi, à Sevran, l'actuelle adjointe au maire de Sevran chargée du logement et un conseiller municipal viennent de rejoindre l'équipe du Front de gauche avec Clémentine Autain comme tête de liste.

● **Acte 1 de La coopérative.** L'appel à participation a été entendu : elle était en projet, elle sera réalisée, la pièce de la Cie du Pas de l'oiseau. « *Être en création ça remue, ça chamboule, ça rigole, ça rature, ça débat, ça reprend au début* », écrivent ses auteurs. « *Nous multiplions les rencontres, les lectures. Nous tissons des partenariats, inventons des passerelles. Les secteurs artistiques et de l'économie sociale et solidaire ont tant à se dire. Notre spectacle, La coopérative arrive parfois “comme un cheveu sur la soupe”, mais aussi comme une “cerise sur le gâteau”.* » Plus sur <http://www.lepasdeloiseau.org/>.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr